

BE-A0521_714522_714861_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Mussy-la-Ville. Dépôt 2013, (1682) 1795-
1977 (1979)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	11
Organisation.....	12
Archives.....	12
Historique.....	12
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	15
Contenu.....	15
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	15
Finances et fiscalité.....	15
Patrimoine.....	16
Etat civil.....	16
Population.....	16
Elections.....	17
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	18
Enseignement.....	18
Bienfaisance ou assistance publique.....	18
Culte.....	19
Langues et écriture des documents.....	19
Sélections et éliminations.....	19
Accroissements/compléments.....	19
Mode de classement.....	20
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	23
I. Généralités.....	23
A. Conseil communal.....	23
1 - 9 Registres aux délibérations. 1850-1976.....	23
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
10 - 12 Registres aux délibérations. 1926-1976.....	23
C. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (" de commodo et incommodo ").....	24
D. Correspondance générale.....	24
15 - 16 Registres de copies de lettres entrantes et sortantes. 1886-1936.....	24
E. États généraux, enquêtes, statistiques générales.....	24
F. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	24
II. Organisation et personnel.....	25
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	25
1. Territoire.....	25
2. Classification des communes.....	25
3. Coopération intercommunale.....	25
23 - 24 Cartes de coopérateur. 1963.....	25

B. Bourgmestre.....	25
C. Archives.....	25
D. Personnel des services.....	25
III. Patrimoine.....	27
42 - 47 Dossiers relatifs aux ventes de produits forestiers. 1969-1974.....	29
IV. Finances et fiscalité.....	30
A. Généralités.....	30
B. Comptabilité du secrétariat.....	30
1. Budgets et annexes.....	30
50 - 53 Budgets annuels. 1972-1976.....	30
2. Registres de comptabilité.....	30
C. Comptabilité du receveur.....	30
1. Comptes et pièces justificatives.....	30
55 - 56 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1816, 1829.....	30
58 - 67 Comptes annuels. 1890-1975.....	31
2. Impositions et taxes.....	31
69 - 73 Registres des patentables appartenant au sixième rang. 1822-1836.	31
75 - 78 Livres-journaux des mutations. 1826-1842.....	32
80 - 82 Rôles des sommes devant être payées par les propriétaires de	
bestiaux. 1827-1829.....	32
83 - 88 Rôles de la contribution personnelle. 1827, 1830, 1858-1859.....	32
92 - 104 Croquis d'arpentage de nouvelles parcelles résultant de	
changements de limites. 1845-1857.....	33
107 - 113 Matrices cadastrales. 1845-1920.....	34
114 - 134 Rôles du droit de patente. 1846-1859.....	35
136 - 137 Registres des patentables. 1851-1852.....	36
138 - 139 Rôles du droit de débit de tabac. 1853, 1856.....	36
141 - 142 Rôles du droit de débit en détail de boissons alcooliques. 1856-	
1857.....	37
145 - 147 Tables alphabétiques des propriétaires inscrits à la matrice	
cadastrale. 1879-1919.....	37
150 - 151 Copies d'arrêtés du gouverneur de la province approuvant les	
délibérations du Conseil communal relatives à la perception d'additionnels	
aux impôts de l'État. 1963-1976.....	38
V. État civil.....	39
A. Cimetières et funérailles.....	39
B. Autres documents.....	39
VI. Population.....	40
A. Registres et mouvements de la population.....	40
427 - 447 Registres de la population. 1849-1977.....	40
448 - 453 Index des registres de la population. 1849, 1854, [1871-1880], 1891-	
1900, 1931-1959.....	41
160 - 163 Registres des entrées. 1892-1976.....	41
164 - 167 Registres des sorties. 1892-1976.....	42
168 - 169 Registres des étrangers. 1922-1958.....	42
B. Recensements et autres états de la population.....	42
C. Cartes d'identité et passeports.....	43
VII. Élections.....	44
A. Personnes éligibles et candidats.....	44
B. Listes électorales et listes dérivées.....	44
C. Révision des listes électorales.....	44
D. Dossiers des élections.....	44

181 - 183 Dossiers des élections communales. 1958-1971.....	44
VIII. Affaires militaires et guerres.....	46
A. Service militaire.....	46
187 Registres d'inscription. 1816-1847, 1879-1904.....	46
188 - 189 Listes alphabétiques des individus inscrits pour la milice. 1816-1847, 1879-1904.....	46
202 - 231 Feuilletts individuels d'inscription. 1947-1977.....	47
B. Milice bourgeoise.....	49
C. Guerres et conséquences.....	49
IX. Ordre et sécurité publics.....	51
A. Police.....	51
1. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	51
2. Missions de police judiciaire.....	51
B. Service d'incendie.....	51
X. Santé publique.....	52
A. Lutte contre les maladies épidémiques.....	52
B. Analyse de l'eau potable.....	52
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	53
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	53
1. Bâtiments administratifs.....	53
2. Lavoir et fontaine publique.....	53
3. Bâtiments scolaires.....	53
4. Bâtiments du culte.....	54
261 - 262 Dossiers relatifs aux travaux de réparations à exécuter à l'église. 1946-1950.....	55
B. Travaux et inspection de la voirie.....	55
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	57
D. Services d'utilité publique.....	57
1. Distribution d'électricité.....	57
2. Distribution d'eau.....	58
294 - 295 Dossiers relatifs à l'établissement d'une distribution d'eau. 1906-1909, 1936-1943.....	58
3. Éclairage public.....	58
4. Téléphone.....	58
5. Transports en commun.....	59
E. Aménagement du territoire.....	59
XII. Enseignement.....	60
A. Finances.....	60
B. Obligation scolaire.....	60
XIII. Économie.....	61
A. Agriculture et sylviculture.....	61
B. Élevage.....	61
C. Industrie et artisanat.....	61
315 - 321 Attestations d'activité délivrées. 1961-1970.....	61
D. Commerce.....	62
E. Circulation.....	62
F. Approvisionnement.....	62
XIV. Affaires sociales.....	63
A. Réglementation du travail.....	63
XV. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	64

A. Bureau de bienfaisance.....	64
1. Généralités.....	64
2. Personnel.....	64
3. Patrimoine.....	64
4. Finances.....	64
337 - 340 Pièces justificatives aux comptes annuels. 1910-1911, 1914, 1915, 1918.....	65
342 - 343 Budgets annuels. 1914, 1916.....	65
5. Exécution des tâches.....	65
344 - 345 Dossiers de personnes hospitalisées à charge de la commune. 1848-1864.....	65
B. Commission d'assistance publique.....	66
1. Personnel.....	66
2. Patrimoine.....	66
3. Finances.....	66
352 - 364 Comptes annuels. 1963-1975.....	66
365 - 376 Budgets annuels. 1964-1970, 1972-1977.....	67
XVI. Fabrique d'église.....	69
A. Personnel.....	69
B. Finances.....	69
379 - 397 Comptes annuels. 1841-1854, 1963-1976.....	69
398 - 414 Budgets annuels. 1846-1854, 1964-1976.....	70
XVII. Documents sans rapport apparent avec le fonds.....	72

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Mussy-la-Ville. Dépôt 2013

Période:

(1682) 1795-1977 (1979)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0521.1572

Etendue:

- Etendue inventoriée: 5.04 m
- Dernière cote d'inventaire: 453.00

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Arlon

Producteurs d'archives:

Commune de Mussy-la-Ville, 1795-1977

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restrictions légales sont librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail www.arch.be.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Mussy-la-Ville

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Mussy-la-Ville dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Virton, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Mussy-la-Ville devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Virton.

La commune fait partie du département des Forêts (1795-1814) puis du grand-duché ou province de Luxembourg (sauf entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département de Sambre-et-Meuse).

De 1800 à 1823, la commune fait partie de l'arrondissement administratif de Neufchâteau puis, à partir du 2 janvier 1823, elle passe à celui de Virton. Elle dépend successivement des arrondissements judiciaires d'Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (arrêté du gouverneur général du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen du 12 septembre 1814) puis à nouveau de Neufchâteau (arrêté du 17 novembre 1814) et enfin d'Arlon à partir du 6 juin 1839.

Au niveau de la milice, la commune relève tout d'abord du canton de Virton (1817-1870), puis de Saint-Léger (1870-1913) pour revenir au canton de Virton à partir du 9 décembre 1913 ¹.

Au cours de la Première Guerre mondiale, sept miliciens et volontaires de carrière décèdent au champ d'honneur. En 1914, Gustave-Lucien Brion ²(14e régiment de ligne), Camille François ³(12e régiment de ligne) et Amédée-François Ottelet ⁴(10e régiment de ligne) sont tués au feu. Albin-Nicolas Schneiders (10e régiment de ligne) décède dans les mêmes conditions le 3 mai 1916 à Dixmude. En 1918, Albert-Lucien Géris ⁵(10e régiment de ligne),

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 vol. (principalement t. 2, p. 1239 et t. 3, p. 1537).

2 Gustave-Lucien Brion perd la vie le 6 août 1914 à Ougrée (Relevé des morts pour la patrie rédigé le 10 mai 1920 [Archives de l'État à Arlon, Archives du Cabinet du gouverneur, n° provisoire 1163]).

3 Camille François décède le 4 août 1914 à Herstal (Idem).

4 Amédée-François Ottelet décède le 31 octobre 1914 à Oostkerke (Idem).

5 Albert-Lucien Géris décède le 9 juillet 1918 à Wetzlar (Allemagne) (Idem).

Armand-Roland Lefèvre ⁶(12e régiment de ligne), Joseph Lefèvre ⁷(14e régiment de ligne) décèdent des suites de maladie. Camille Georges, déporté en Allemagne comme six autres otages ⁸, perd la vie à Hassenberg le 26 janvier 1916 en raison de mauvais traitements ⁹.

Le 22 août 1914, les Allemands pénètrent à Mussy-la-Ville, brûlent les maisons ¹⁰et exécutent des civils. Ce jour-là, la commune compte la perte de Joseph Rolin (41 ans), Madeleine Rolin (18 mois), Adolphe Gilson (87 ans), Denis Clausse (64 ans), François Keizer (45 ans), Jules Keizer (18 ans), Amand Thiry (20 ans), Lucien Reiss (36 ans), Célima Boute (36 ans), Justin Lefèvre (44 ans), Octavien Lefèvre (20 ans), Victor Jacquemin (48 ans) et Amédée Lenoir (43 ans) ¹¹. Le même jour, l'abbé Alexandre est pris en otage et traîné, le lendemain, sur un caisson jusqu'à Tellancourt (France). Le 25 août, il est fusillé devant la chapelle Notre-Dame de Walcourt ¹².

En 1940, 52 soldats de la commune participent à la Campagne des 18 jours. Parmi ceux-ci, 28 sont faits prisonniers tandis que deux perdent la vie : Albert Gillet décède au champ d'honneur à Boulogne-sur-Mer (France) le 27 mai 1940 et Georges Lefèvre le 3 août 1940 sur la plage de Bruinisse (Pays-Bas). Numa Boute, chef de secteur au service de renseignements " Mill " meurt le 17 mars 1945 au camp d'Ellrich (Allemagne) ¹³.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Musson, Bleid (hormis la section de Gomery) et Mussy-la-Ville est proposée dans une circulaire du ministre de l'Intérieur ¹⁴.

Le 20 septembre, une réunion est organisée entre les collèges échevinaux des trois communes. De cette réunion découle une délibération dans laquelle les élus communaux déplorent " que l'autorité supérieure ait fait peu de cas des aspirations profondes des populations et du manque de consultations préalables. Si les " mariages de raison " peuvent parfois réussir, ils n'en sont pas moins une contrainte. Vingt siècles d'histoire locale ne s'effacent pas " ¹⁵. Ils précisent également que leurs intérêts divergent sur le plan humain, le plan géographique ainsi que sur le plan économique et social. Ils souhaitent enfin la mise en œuvre des fusions de Bleid, Mussy-la-Ville et Ruelle d'une part et, d'autre part, de Halanzy, Musson et Rachecourt. Le 1er octobre, Joseph Michel, ministre de l'Intérieur, adresse une réponse aux bourgmestres des trois communes à l'origine de la susdite délibération. Dans ce courrier, il leur fait part de plusieurs facteurs qui constituent un frein aux solutions proposées par les autorités communales. En octobre, le Conseil communal de Mussy-la-Ville organise une consultation populaire sur le projet de fusion. Suite à ce vote, les

6 Armand-Roland Lefèvre décède le 27 octobre 1918 à Calais (France) (Idem).

7 Joseph Lefèvre décède le 17 novembre 1918 à Harderwyk (Pays-Bas) (Idem).

8 MERTENS J., Mussy-la-Ville : sa terre, ses habitants, son histoire, sa paroisse, Mussy-la-Ville, 1962, p. 36.

9 Relevé des morts pour la patrie rédigé le 10 mai 1920 (AÉA, Archives du Cabinet du gouverneur, n° provisoire 1163).

10 55 maisons sont incendiées (MERTENS J., Mussy-la-Ville..., p. 35).

11 Idem.

12 Idem.

13 Idem, p. 36.

14 Courrier de la Direction générale des institutions régionales et locales (AÉA, Archives de Joseph Michel, dossier " Musson ").

15 Copie de la délibération prise par les collèges échevinaux de Bleid, Musson et Mussy-la-Ville en date du 20 septembre 1974 (Idem).

conseillers communaux, par quatre voix contre deux, émettent un avis favorable au projet de fusion tout en souhaitant que le nom de la nouvelle entité soit Mussy-la-Ville. Ils regrettent cependant que Saint-Léger ne fasse pas partie de l'entité de proposée ¹⁶.

Le 1er janvier 1977, la commune de Mussy-la-Ville est fusionnée avec Musson (Baranzy, Gennevaux, Musson et Willancourt) et la section de Signeux (commune de Bleid ¹⁷) ¹⁸ pour former l'actuelle commune de Musson.

La fusion forme une entité de 3.586 habitants pour 3.581 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " L'agglomération de Musson, la commune de Mussy et le village de Signeux répondent à une entité viable et homogène. La population est composée avant tout de frontaliers sidérurgistes occupés dans les usines du Grand-Duché et de France " ¹⁹.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des

16 Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal en date du 14 novembre 1974 (Idem).

17 L'ancienne commune de Bleid est, au 1er janvier 1977, rattachée à Virton.

18 Arrêté royal portant fusion de communes et modification de leurs limites. Rapport au Roi, dans Moniteur belge, 145e année, n° 185, 25 septembre 1975, p. 192.

19 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette dispositions reprend mutatis mutandis les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Le Code civil règle la conservation des archives liées à l'état civil. Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune, sur le dossier central de la commune de Musson constitué par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds.

En 1882, les archives sont bien entretenues par les soins du collège échevinal²⁰. Un plan de 1943 lié aux travaux d'aménagement d'une nouvelle mairie dans les anciens bâtiments de l'école fait état d'une pièce réservée aux archives entre le bureau du bourgmestre et le secrétariat²¹.

Dans les années 1960, la commune fait appel à l'Union des villes et communes pour classer ses archives. De ce travail découle un inventaire manuscrit qui répertorie des documents couvrant les années 1879 à 1963. Des registres paroissiaux (1660-1796) sont intégrés à cet inventaire. L'auteur de l'inventaire recense aussi des budgets et comptes de la Commission d'assistance publique pour la période 1949-1961 ainsi que des budgets et comptes de la Fabrique d'église pour la période 1949-1963 et des comptes communaux pour la période 1936-1961. Ces derniers ne sont pas présents dans le fonds actuel. Il note aussi des ventes de produits forestiers couvrant la période 1879 à 1961 alors que les documents conservés et inventoriés ci-dessous ne débutent qu'en 1969. En ce qui concerne les travaux publics aux bâtiments communaux, les deux états du fonds se rejoignent²².

En 2010, les archives sont entreposées dans un local situé à l'étage de la mairie (Place Abbé Goffinet 1 à 6750 Musson). Les archives sont majoritairement conservées dans des boîtes de type " La Charte " et stockées sur des rayonnages en bois et en métal. Dans son rapport d'inspection, Vincent Pirlot met l'accent sur les nombreuses lacunes que comporte le fonds de l'ancienne commune de Mussy-la-Ville. L'incendie qui s'est déclaré lors de travaux de réfection de la mairie en 1947-1948 aurait détruit une grande partie des archives. D'autres documents auraient également été détruits lors de travaux réalisés à la mairie de Musson vers 2003-2004²³.

La commune a signé, en 2013, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'un bordereau d'élimination d'archives postérieures à 1976 ne présentant plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique a été mis au point en parfaite concertation avec les services communaux.

ACQUISITION

Le présent inventaire regroupe les archives de deux dépôts successifs effectués par la commune de Musson.

20 AÉA, Gouvernement provincial de Luxembourg. Rapports annuels communaux, n° 143.

21 AÉA, Commune de Mussy-la-Ville. Dépôt 2013, n° 241.

22 Idem, n° 26.

23 Rapport d'inspection par Vincent Pirlot le 10 mai 2010 (AÉA, Dossiers centraux, Dossier " Commune de Muson ").

Le premier dépôt a été réalisé le 28 janvier 1977 et contient plusieurs documents d'archives concernant l'administration générale, les biens communaux, les recettes communales, la police générale, les affaires électorales, l'enseignement, la milice, l'économie, les travaux publics, le Bureau de bienfaisance et les fabriques d'église (accroissement 1977/003). Le second dépôt a été réalisé en 2013. Celui-ci a été officialisé par le contrat de dépôt signé le 20 novembre 2013. Cet accroissement a été enregistré sous le n° 2013/023.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont principalement trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Mussy-la-Ville entre 1795 et 1977. Quelques documents antérieurs sont également présents (voir les n° 418 à 426, page 23 du présent inventaire, ainsi que le n° 417, page 35). Les registres aux délibérations du Conseil communal débutent en 1850. Outre de la correspondance et des pièces relatives au patrimoine, les autres documents antérieurs à 1900 concernent les tâches du Bureau de bienfaisance, de la Fabrique d'église ou encore de l'Administration du Cadastre. Enfin, un dossier relatif à la réfection de chemins vicinaux, entamé en 1973, a été complété jusqu'en 1979 (voir le n° 287).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des

finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres

servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats

miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les dossiers d'urbanisme, les registres de l'état civil, les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux, les dossiers relatifs aux travaux (bâtiments communaux, égouts, distribution d'eau), au personnel et aux acquisitions et ventes de biens immobiliers. L'absence de dépôt s'explique d'une part par le maintien d'une

utilité administrative pour les services et, d'autre part, par la présence d'une copie de sauvegarde (état civil ou permis de bâtir) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ²⁴. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ²⁵.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

24 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

25 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1	1 - 9 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1850-1976. 15 septembre 1850 - 27 août 1874.	1 volume
2	19 septembre 1874 - 17 février 1880.	1 volume
3	17 janvier 1880 - 6 novembre 1892.	1 volume
4	23 novembre 1892 - 15 mai 1905.	1 volume
5	20 mai 1905 - 14 mai 1913.	1 volume
6	28 juin 1913 - 6 octobre 1923.	1 volume
7	1er décembre 1923 - 16 mars 1938.	1 volume
8	16 mars 1938 - 20 janvier 1966.	1 volume
9	26 avril 1966 - 29 décembre 1976.	1 volume

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

10	10 - 12 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1926-1976. 27 août 1926 - 28 novembre 1955.	1 volume
11	1er décembre 1955 - 16 septembre 1969.	1 volume
12	23 septembre 1969 - 23 décembre 1976.	1 volume

C. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (" DE COMMODO ET INCOMMODO ")

- 13 Pièce relative à l'enquête de commodo et incommodo pour l'ouverture d'un chemin de Musson sur Gennevaux et de Willancourt vers Saint-Léger. 13 novembre 1860. 1 pièce

D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 14 Correspondance générale reçue par les autorités communales. 1807-1921. 1 chemise

15 - 16 REGISTRES DE COPIES DE LETTRES ENTRANTES ET SORTANTES. 1886-1936.

- 15 3 janvier 1886 - 29 août 1888 (feuillet n° 1-250). 1 volume

- 16 24 décembre 1888 - 3 octobre 1936 (feuillet n° 1-356). 1 volume

- 17 Lettres au commissaire d'arrondissement relatives à des demandes de renseignements. 1887-1921. 1 chemise

E. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES, STATISTIQUES GÉNÉRALES

- 18 Formulaire d'enquête contenant divers renseignements sur la commune. 1963. 1 chemise

F. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- 19 Lettre de l'avocat A. Hollenfeltz relative à l'expédition de l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Liège au sujet du contentieux opposant la commune à M. Jaumain, fermier, et pièces afférentes. 1904. 1 chemise

- 20 Dossier relatif au litige qui oppose la commune à Théodore Allard et Fernande Dolizy suite à l'expropriation d'une emprise dans un terrain sis au lieu-dit " Derrière le Bon au Bois ". 1969-1970. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. TERRITOIRE

- 21 Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune et de sa division en sections, tableau indicatif de la longueur des lignes, de l'ouverture des angles et des directions qui déterminent la véritable circonscription de la commune, croquis visuels des limites, tableau comparatif des mesures anciennes et nouvelles et tableau indicatif des propriétaires et des propriétés bâties. 1821-1823.
- 1 volume

2. CLASSIFICATION DES COMMUNES

- 22 Formulaire d'enquête dressé dans le cadre du classement des communes. 14 juillet 1955.
- 1 chemise

3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

23 - 24 CARTES DE COOPÉRATEUR. 1963.

- 23 Association intercommunale pour l'équipement économique de la province de Luxembourg (IDÉLUX).
- 1 pièce
- 24 Association intercommunale pour la valorisation de l'eau (AIVE).
- 1 pièce

B. BOURGMESTRE

- 25 Procès-verbal de la prestation du serment de Camille Leclère. 1959.
- 1 pièce

C. ARCHIVES

- 26 Inventaire des archives classées par l'Union des villes et communes belges. [ca 1963].
- 1 cahier

D. PERSONNEL DES SERVICES

- 27 Brevet de pension délivré à Paul Liégeois, ancien secrétaire communal. 21 septembre 1932.
- 1 pièce

28

Lettres du Ministère de l'Intérieur relatives au montant de la pension octroyée à Eugénie Paquis, veuve d'Herman Lefèvre, ancien fontainier. 1955-1964.

1 chemise

III. PATRIMOINE

- 418 Acte relatif à la séparation des bois de Mussy-la-Ville et de Bleid. 11 décembre 1682. 1 pièce
- 419 Acte relatif à l'autorisation d'exploitation du moulin et du four de Mussy-la-Ville par Gilles, marquis. 1716. 1 pièce
- 420 Extrait d'un pied de terre des rentes relatif au bois de la Madelaine à Mussy (1565) et copie de quittances de rentes dressées par l'abbaye d'Orval (1715, 1750). 1755. 3 pièces
- 421 Copie d'un acte relatif à l'arrentement du bois dit de " Peronchanoy " par le seigneur de Saint-Mard et Ruelle, Anthoine, aux habitants de Mussy-la-Ville (1547). 1755. 1 pièce
- 422 Requête des habitants au Grand Conseil de Malines relative à la permission de lever une somme de 200 écus pour le paiement du procès opposant Mussy-la-Ville au substitut du procureur général. 1765-1768. 1 chemise
- 423 Acte du maire relatif à l'abornement des champs de Jean Thomas, Michel George et François Picard. 19 juin 1773. 1 pièce
- 424 Lettre du maire à l'empereur relative aux partages et aux conditions de partages des aisances communales entre Musson et Mussy-la-Ville. 1784. 2 pièces
- 425 Copie d'un acte du notaire J. Rossignon, de Saint-Léger, relatif au partage des aisances communales entre les habitants. 14 novembre 1784. 1 pièce
- 426 Acte relatif à la mise en location d'une maison appartenant à la commune pour la somme annuelle de 46 écus d'argent à Jean-Jacques Thomas. 25 novembre 1787. 1 pièce
- 29 Liste des usagers et estimations des prix du bois effectuées le 25 mai et le 16 juin 1807. 1807. 1 pièce

-
- 30 Permis d'exploiter la coupe communale de Mussy-la-Ville accordé à Pierre Liégeois pour l'ordinaire 1816. 4 mai 1816. 1 pièce
- 31 Arrêté du directeur du Cercle de Neufchâteau (département des Forêts) relatif à la vente de 15 cordes de bois et 11 troncs d'arbres. 1819. 1 pièce
- 32 Cahier des charges d'adjudication définitive du droit de chasser dans la commune et désignation de l'adjudicataire. 1822. 2 pièces
- 33 Pièces relatives à diverses transactions immobilières effectuées par la commune. 1829-1887. 1 chemise
- 34 Acte d'échange de terrains établi entre la commune et Jean-Jacques Sanvoisin. 1860. 1 pièce
- 35 Liste des déclarations pour l'affouage. 1881-1909. 1 cahier
- 36 Pièces relatives à l'acquisition par la commune de 60 centiares de terres destinées à la reconstruction du four banal. 1882. 1 chemise
- 37 Reçu dressé dans le cadre de la vente et de la livraison d'un monument et d'une grille en fer, de bordures, dalles et autres fournitures. 1894. 1 pièce
- 38 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la vente de gré à gré de cinq lots dans les terrains communaux. 1912-1913. 1 pièce
- 39 Acte de location de terrains incultes et pâtures aux abords des chemins communaux et conditions relatives à ces locations. 5 avril 1914. 1 pièce
- 40 Dossier relatif aux travaux de boisement et reboisement. 1951-1961. 1 chemise
- 41 Copie d'un acte d'achat d'emprises appartenant à Marcel Kaiser et

Léon Gillet, de Mussy-la-Ville. 1964.

1 pièce

*42 - 47 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE PRODUITS
FORESTIERS. 1969-1974.*

42

1969.

1 chemise

43

1970.

1 chemise

44

1971.

1 chemise

45

1972.

1 chemise

46

1973.

1 chemise

47

1974.

1 chemise

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 48 Pièces éparses de comptabilité relatives à la perception des taxes et contributions directes. [1800-1904]. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 49 Affiche présentant le budget pour 1859. 1859. 1 pièce

50 50 - 53 BUDGETS ANNUELS. 1972-1976.
1972.

1 cahier

- 51 1974.

1 cahier

- 52 1975.

1 cahier

- 53 1976.

1 cahier

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 54 Grand-livre annuel des recettes et des dépenses. 1976. 1 chemise

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

55 55 - 56 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1816,
1829.
1816.

2 pièces

- 56 1829.

1 chemise

- 57 Demande en décharge ou état collectif des cotes irrécouvrables.

	1846.	1 pièce
58	58 - 67 COMPTES ANNUELS. 1890-1975. 1890.	1 cahier
59	1901.	1 cahier
60	1962.	1 cahier
61	1969.	1 cahier
62	1970.	1 cahier
63	1971.	1 cahier
64	1972.	1 cahier
65	1973.	1 cahier
66	1974.	1 cahier
67	1975.	1 cahier
68	2. IMPOSITIONS ET TAXES Ordonnance relative au droit de patente. [1816].	1 chemise
69	69 - 73 REGISTRES DES PATENTABLES APPARTENANT AU SIXIÈME RANG. 1822-1836. 1822.	1 cahier
70	1828.	1 cahier

71	1831.	1 cahier
72	1832.	1 cahier
73	1836.	1 cahier
74	Rôles de la contribution foncière sur les propriétés bâties et non-bâties. 1826, 1853.	2 cahiers
75	<i>75 - 78 LIVRES-JOURNAUX DES MUTATIONS. 1826-1842. 1826-1838.</i>	1 volume
76	1839.	1 cahier
77	1840.	1 cahier
78	1842.	1 cahier
79	États des recettes, dépenses et des centimes additionnels sur les contributions directes pendant les années 1826 et 1827. 1827.	2 pièces
80	<i>80 - 82 RÔLES DES SOMMES DEVANT ÊTRE PAYÉES PAR LES PROPRIÉTAIRES DE BESTIAUX. 1827-1829. 1827.</i>	1 cahier
81	1828.	1 cahier
82	1829.	1 cahier
83	<i>83 - 88 RÔLES DE LA CONTRIBUTION PERSONNELLE. 1827, 1830, 1858-1859. 1827 (littera A).</i>	

		1 cahier
84	1827 (littera C).	1 cahier
85	1830 (littera A, B, C et D).	2 cahiers
86	1858 (littera B).	1 cahier
87	1859 (littera A).	1 cahier
88	1859 (littera B).	1 cahier
89	Rôle de répartition des travaux à exécuter. 1833.	1 cahier
90	Rôle de répartition des travaux à exécuter pour la réparation des chemins communaux. 1835.	1 cahier
91	Rôle-matrice de la répartition des travaux à exécuter pour la réparation des chemins vicinaux. 1835.	1 cahier
	<i>92 - 104 CROQUIS D'ARPENTAGE DE NOUVELLES PARCELLES RÉSULTANT DE CHANGEMENTS DE LIMITES. 1845-1857.</i>	
92	1845.	1 pièce
93	1846.	1 cahier
94	1847.	1 cahier
95	1848.	1 cahier
96	1849.	1 cahier
97	1850.	1 cahier

98	1851.	1 cahier
99	1852.	1 cahier
100	1853.	1 cahier
101	1854.	1 cahier
102	1855.	1 cahier
103	1856.	1 cahier
104	1857.	1 cahier
105	Table indiquant les numéros des parcelles du plan primitif et leur renvoi aux articles de la matrice cadastrale. 1845-1878.	1 volume
106	Registre indiquant les quotités proportionnelles du classement des parcelles pour lesquelles ces indications n'ont pu, faute d'espace, être portées dans les colonnes à ce destinées au tableau indicatif supplémentaire et de la matrice cadastrale. 1845-1919.	1 cahier
107	<i>107 - 113 MATRICES CADASTRALES. 1845-1920.</i> Volume 1 (art. 1-238). 1847-1912.	1 volume
108	Volume 2 (art. 239-485). 1845-1920.	1 volume
109	Volume 3 (art. 486-653). 1846-1920.	1 volume
110	Volume 4 (art. 654-984). 1855-1920.	1 volume
111	Volume 5 (art. 985-1253). 1871-1920.	1 volume

112	Volume 5b (art. 1254-1524). 1886-1920.	1 volume
113	Volume 6 (art. 1525-1723). 1908-1920.	1 volume
114	<i>114 - 134 RÔLES DU DROIT DE PATENTE. 1846-1859.</i> 1846.	1 cahier
115	1846 (1er trimestre).	1 cahier
116	1846 (2e trimestre).	1 cahier
117	1846 (3e trimestre).	1 cahier
118	1846 (4e trimestre).	1 cahier
119	1849.	1 cahier
120	1849 (1er trimestre).	1 cahier
121	1849 (2e trimestre).	1 cahier
122	1849 (3e trimestre).	1 cahier
123	1850.	1 cahier
124	1856.	1 cahier
125	1856 (1er trimestre).	1 cahier
126	1856 (4e trimestre).	1 cahier

127	1858.	1 cahier
128	1858 (1er trimestre).	1 cahier
129	1858 (2e trimestre).	1 cahier
130	1858 (3e trimestre).	1 cahier
131	1858 (4e trimestre).	1 cahier
132	1859.	1 cahier
133	1859 (3e trimestre).	1 cahier
134	1859 (4e trimestre).	1 cahier
135	" État indiquant les changements survenus dans les propriétés foncières, par suite de nouvelle construction, de reconstruction totale, de renouvellement partiel ou agrandissement, d'amélioration notable, de démolition totale ou partielle, de détérioration notable de bâtiments, de construction ou de suppression de routes, chemins, canaux ; de redressement de rivières, ruisseaux, et d'autres changements provenant de terrains formés par alluvion ou enlevés par les eaux ; de propriétés non imposables devenues imposables, et de propriétés imposables devenues non imposables ". [1850]-1901.	1 cahier
136	<i>136 - 137 REGISTRES DES PATENTABLES. 1851-1852.</i> 1851.	1 cahier
137	1852.	1 cahier
138	<i>138 - 139 RÔLES DU DROIT DE DÉBIT DE TABAC. 1853, 1856.</i> 1853.	1 pièce

-
- 139 1856. 1 pièce
- 140 État des copropriétaires des propriétés possédées par indivis. 1855-1953. 1 volume
- 141 *141 - 142 RÔLES DU DROIT DE DÉBIT EN DÉTAIL DE BOISSONS ALCOOLIQUES. 1856-1857.* 1856. 1 cahier
- 142 1857. 1 cahier
- 143 Double du rôle de la contribution foncière. 1862. 1 cahier
- 144 États des parcelles à expertiser. 1864-1868, 1870-1877. 1 chemise
- 145 *145 - 147 TABLES ALPHABÉTIQUES DES PROPRIÉTAIRES INSCRITS À LA MATRICE CADASTRALE. 1879-1919.* 1879-1900. 1 volume
- 146 [1900]-1911. 1 volume
- 147 [1911]-1919. 1 volume
- 148 " Extraits des rôles indiquant les contributions directes imposées pour la première fois ou pour la seconde fois et atteignant au moins le Conseil communal ainsi que les demandes d'imposition atteignant au moins le même Conseil qui, ayant été rejetées par le directeur ont fait l'objet d'un recours devant la Cour d'appel ". 1885, 1890. 2 pièces
- 149 Copie de l'arrêté royal approuvant la délibération du Conseil communal relative au régime des taxes d'expertise sur les viandes de boucherie provenant d'animaux abattus. 1908. 1 pièce

*150 - 151 COPIES D'ARRÊTÉS DU GOUVERNEUR DE LA PROVINCE
APPROUVANT LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
RELATIVES À LA PERCEPTION D'ADDITIONNELS AUX IMPÔTS DE
L'ÉTAT. 1963-1976.*

- | | | |
|-----|--|-----------|
| 150 | Impôt des personnes physiques, 1966-1976. | 1 chemise |
| 151 | Précompte immobilier, 1963-1970. | 1 chemise |
| 152 | Cahier contenant, par article, les contenances des parcelles cadastrales possédées par les habitants de la commune. [2de moitié XXe siècle]. | 1 cahier |

V. ÉTAT CIVIL

A. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 153 Règlement sur les inhumations au cimetière communal. 1899-1900.
1 pièce
- B. AUTRES DOCUMENTS*
- 154 Extrait de l'acte de naissance de Nicolas Schumacher, né à Gorcy-Cussigny (France) le 18 avril 1848. 1867.
1 pièce
- 155 Extrait de l'acte de naissance de Nicolas-Arthur Thomas, né en 1873 à Abaucourt, demandé pour cause de service militaire. 1892.
1 pièce
- 156 Registre d'inscription des déclarations de naturalité. 1894-1912.
1 cahier
- 157 Extrait d'acte de naissance d'Herman Lefèvre, né en 1897, demandé pour cause d'indigence dument constatée. 1923.
1 pièce
- 158 Lettre de naturalisation ordinaire accordée à Pierre-Aimé Chabert. 1928.
1 pièce

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

427	427 - 447 REGISTRES DE LA POPULATION. 1849-1977. 1849 (volume 2, folio 1-131).	1 volume
428	1854 (volume 3, folio 1-69).	1 volume
429	1881-1890.	1 volume
430	1891-1900.	1 volume
431	1901-1910.	1 volume
432	1911-1920 (volume 1).	1 volume
433	1911-1920 (volume 2).	1 volume
434	1921-1930 (volume 1).	1 volume
435	1921-1930 (volume 2).	1 volume
436	1931-1947 (volume 1).	1 volume
437	1931-1947 (volume 2).	1 volume
438	1931-1947 (volume 3).	1 volume
439	1948-1960 (volume 1).	1 volume
440	1948-1960 (volume 2).	1 volume

441	1948-1960 (volume 3).	1 volume
442	1948-1960 (volume 4).	1 volume
443	1961-1970 (volume 1, folio 1-300).	1 volume
444	1961-1970 (volume 2, folio 301-600).	1 volume
445	1961-1970 (volume 3, folio 601-900).	1 volume
446	1971-1977 (volume 1).	1 volume
447	1971-1977 (volume 2).	1 volume
448	448 - 453 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1849, 1854, [1871-1880], 1891-1900, 1931-1959. 1849.	1 volume
449	1854.	1 volume
159	[1871-1880].	1 volume
450	1891-1900.	1 volume
451	1921-1930.	1 volume
452	1931-1947.	1 volume
453	1948-1959.	1 volume
160	160 - 163 REGISTRES DES ENTRÉES. 1892-1976. 1892-1899.	

		1 volume
161	1901-1948.	1 volume
162	1948-1962.	1 volume
163	1963-1976.	1 volume
164	164 - 167 REGISTRES DES SORTIES. 1892-1976. 1892-1899.	1 volume
165	1901-1948.	1 volume
166	1948-1962.	1 volume
167	1963-1976.	1 volume
168	168 - 169 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1922-1958. 1922-1947.	1 volume
169	1922-1958.	1 volume
170	Listes des entrées et des sorties pour 1874 à 1876. 1876.	1 pièce
171	<i>B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION</i> Cartes de dépouillement dressées dans le cadre du recensement de la population au 31 décembre 1880. 1880.	2 pièces
172	Tableaux présentant les résultats du recensement des logements au 31 décembre 1970. [1975].	1 cahier

- 173** *C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS*
Registre d'inscription des passeports délivrés par le maire. 1809-1816. 1 cahier
-
- 174** " Personal Ausweis " au nom de Joséphine Schmédén. 1916. 1 pièce

VII. ÉLECTIONS

A. PERSONNES ÉLIGIBLES ET CANDIDATS

- 175 Note du bourgmestre déclarant et certifiant que personne dans la commune n'est éligible au Sénat. 1878. 1 pièce

B. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 176 Liste alphabétique des citoyens habitant la commune qui réunissent les conditions requises pour concourir à l'élection des membres du Conseil communal. 1869. 2 pièces
- 177 Liste des citoyens de la commune que la loi appelle à participer à l'élection des membres des chambres législatives, du Conseil provincial et du Conseil communal. 1869. 1 pièce
- 178 Listes des citoyens inscrits ou rayés ou dont le total des impositions aurait été réduit ou majoré lors de la clôture définitive des listes. 1885, 1890. 2 pièces

C. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

- 179 Lettre de Prosper Jacques relative à son recours contre l'inscription de Gérard François, journalier, comme électeur à trois votes pour la Chambre et le Sénat sur la liste de la commune révisée en 1894. 1894. 1 pièce

D. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

- 180 Convocation du collège électoral de l'arrondissement de Virton pour les élections législatives. 1894. 1 chemise
- 181 181 - 183 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1958-1971. 12 octobre 1958, 1958-1959. 1 chemise
- 182 11 octobre 1964, 1964-1965. 1 chemise
- 183 11 octobre 1970, 1970-1971.

1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

- Liste alphabétique des conscrits. 1814.
- 184 Circulaire confidentielle du sous-intendant royal de l'arrondissement de Neufchâteau relative à la répression de la désertion. 29 septembre 1815. 1 cahier
- 185 Lettre du sous-intendant royal de l'arrondissement relative à l'arrêt des miliciens dont il énumère les noms. 1815. 1 pièce
- 186 Lettre du sous-intendant royal, par intérim, de l'arrondissement de Neufchâteau adressée à tous les maires, fonctionnaires publics et propriétaires de l'arrondissement relative au retour de plusieurs miliciens. 1815. 1 pièce
- 187 REGISTRES D'INSCRIPTION. 1816-1847, 1879-1904. 1816-1847.
- 187 1879-1904. 1 volume
- 188 188 - 189 LISTES ALPHABÉTIQUES DES INDIVIDUS INSCRITS POUR LA MILICE. 1816-1847, 1879-1904. 1816. 1 volume
- 189 1817-1847. 1 volume
- 1879-1904.
- 190 Relevés nominatifs des hommes désignés pour le service par le Conseil de milice. 1819-1822. 1 chemise
- Relevé nominatif des miliciens incorporés pour la levée de 1834. 1834.
- 191 Relevé nominatif des miliciens incorporés pour la levée de 1846. 1847.

-
- | | | |
|-----|--|-----------|
| | | 1 pièce |
| 192 | " Cartouches " délivrées dans le cadre des congés. 1854-1870. | 1 chemise |
| 193 | Lettres du Ministère de la Guerre relatives aux autorisations pour les commandants d'accorder des congés à certains miliciens. 1856-1863. | 1 chemise |
| 194 | Affiche présentant les instructions pour la levée de milice de 1865. 1865. | 1 pièce |
| 195 | Lettres de l'Administration des Prisons relatives aux informations sur Denis Sansvoisin, se disant déserteur du 11e régiment de ligne. 1868-1869. | 2 pièces |
| --- | Listes des ajournés et des dispensés. 1879-1904. | |
| 196 | Formules de congé définitif. 1896, 1898. | 2 pièces |
| 197 | Relevé des miliciens de diverses communes ayant présenté une réclamation. [XIXe siècle]. | 1 pièce |
| 198 | Registre des militaires en congé illimité. 1907-1938. | 1 volume |
| 199 | Dossier relatif à la déclaration d'option de patrie de Laurent Lallement pour être transmise au gouvernement français. 1913. | 1 chemise |
| 200 | Certificat délivré à Mathieu Léon dans le cadre de l'exemption définitive d'un milicien premier appelé d'une famille comptant cinq enfants en vie plus jeunes que le réclamant, avec composition de famille. 1921. | 1 pièce |
| 201 | Titre de congé illimité délivré à Albert Gaty. 16 mai 1946. | 1 pièce |
| 202 | 202 - 231 FEUILLETS INDIVIDUELS D'INSCRIPTION. 1947-1977. 1947. | 2 pièces |

203	1949.	1 chemise
204	1950.	1 pièce
205	1951.	1 chemise
206	1952.	1 chemise
207	1953.	2 pièces
208	1954.	1 chemise
209	1955.	1 chemise
210	1956.	1 chemise
211	1957.	1 chemise
212	1958.	1 chemise
213	1959.	1 chemise
214	1960.	2 pièces
215	1961.	1 chemise
216	1962.	1 chemise
217	1963.	1 chemise
218	1964.	1 chemise

219	1965.	1 chemise
220	1966.	1 chemise
221	1967.	1 chemise
222	1968.	1 chemise
223	1969.	1 chemise
224	1970.	1 chemise
225	1971.	1 chemise
226	1972.	1 chemise
227	1973.	1 chemise
228	1974.	1 chemise
229	1975.	1 chemise
230	1976.	1 chemise
231	1977.	1 pièce
232	<i>B. MILICE BOURGEOISE</i> Arrêté relatif à la mise en activité de la milice bourgeoise pour la formation des patrouilles de nuit. 1816.	1 cahier
417	<i>C. GUERRES ET CONSÉQUENCES</i> Copie d'une dispense de réquisition accordée par le commissaire	

du commerce et approvisionnement de la République, à Longwy.
1793/1794 (an II).

1 pièce

233 Listes nominatives relatives à la distribution de secours. [1914-
1918].

1 chemise

234 Liste des déportés et autres. 22 septembre 1919.

1 pièce

235 Lettres du commissaire général et du commissaire provincial à la
Restauration relatives au comblement de tranchées antitanks.
1940.

2 pièces

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA
TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

236

Dossier relatif à la vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage. 1967-1975.

1 chemise

2. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

237

Lettre du commissaire d'arrondissement relative à Denis Sanvatin, écroué. 1862.

1 pièce

B. SERVICE D'INCENDIE

238

Formulaire d'enquête sur les moyens de défense contre l'incendie. 19 décembre 1938.

1 pièce

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

239

Registre des assujettis à la vaccination antivariolique obligatoire.
1964-1973.

1 volume

B. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

240

Résultats des analyses d'eau alimentaire effectuées sur le territoire
communal. 1973-1976.

1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS ADMINISTRATIFS

241 Dossier relatif à l'aménagement de l'ancienne école des garçons en bureau communal. 1941-1950.

1 chemise

2. LAVOIR ET FONTAINE PUBLIQUE

242 Plan, profil et ouvrages d'art dressés dans le cadre du projet d'établissement d'un lavoir couvert dans le haut du village. 1912.

1 pièce

243 Pièces relatives à la construction d'un lavoir couvert dans le quartier nord du village. 1925-1928.

1 chemise

244 Dossier relatif à l'amélioration de la canalisation alimentant la fontaine de " La Magine ". 1934-1936.

1 chemise

245 Dossier relatif à la démolition de la fontaine publique au lieu-dit " Le Buau ". 1966-1968.

1 chemise

3. BÂTIMENTS SCOLAIRES

246 Expédition d'un acte du notaire Joseph-Édouard Marson relatif à l'adjudication publique de l'entreprise de construction d'une salle d'école et d'un presbytère. 1828.

1 cahier

247 Cahier des charges et conditions pour l'entreprise des travaux d'amélioration des locaux scolaires. 1904.

1 cahier

248 Dossier relatif à la construction d'une école pour garçons. 1936-1947.

1 chemise

249 Dossier relatif aux travaux d'aménagement à exécuter aux locaux scolaires. 1940-1942.

1 chemise

-
- 250 Dossier relatif à la construction d'un mur de clôture à la cour de l'école des garçons. 1945-1946.
1 chemise
- 251 Dossier relatif à la démolition de l'ancienne école des garçons. 1948-1949.
1 chemise
- 252 Dossier relatif à l'aménagement de la cour de l'école gardienne. 1954-1955.
1 chemise
4. BÂTIMENTS DU CULTE
- 253 État des sommes reçues en 1806 pour être employées à la réparation de l'église et état des dépenses effectuées pour les diverses réparations dudit bâtiment. 1806.
1 pièce
- 254 Liste des usagers de la commune cédant leur part à Jean Duvigneaud pour la fourniture d'une cloche, avec état des paiements effectués aux fondeurs à Metz et aux différents besoins pour son transport et son installation. 1807.
1 pièce
- 255 Arrêté du sous-préfet du 1er arrondissement du département des Forêts relatif aux réparations à faire à l'église et au presbytère. 1813.
1 pièce
- 256 Lettre du sous-préfet relative au cahier des charges pour les réparations à réaliser au presbytère et à l'église. 9 octobre 1813.
1 pièce
- 257 État de l'ouvrage réalisé par J.-M. Duvigneaud dans le cadre de travaux à l'église. [1re moitié XIXe siècle].
1 pièce
- 258 Plan de l'installation de l'éclairage à réaliser dans l'église. 1922.
1 pièce
- 259 Devis et cahier des charges relatifs aux travaux d'entretien à exécuter à l'église et au presbytère. 1927-1928.
1 cahier
- 260 Expédition d'un arrêté royal autorisant le placement d'un buffet d'orgue dans l'église. 1938.

1 pièce

- 261 - 262 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RÉPARATIONS À EXÉCUTER À L'ÉGLISE. 1946-1950.
- 261 1946-1947. 1 chemise
- 262 1950. 1 chemise
- 263 Dossier relatif au renforcement des fondations du chœur de l'église par trois faux puits aux angles extrêmes suite à l'affaissement du sol. 1948-1949. 1 chemise
- 264 Dossier relatif à l'installation d'un chauffage à air chaud dans l'église. 1956-1959. 1 chemise
- 265 Dossier relatif à l'agrandissement du cimetière. 1957-1961. 1 chemise
- 266 Dossier constitué dans le cadre de la restauration de l'église. 1961-1971. 1 chemise
- 267 Dossier relatif à la réfection du mur de clôture du cimetière. 1970. 1 chemise
- 268 Dossier relatif aux travaux de remplacement du pavement de l'église. 1971-1977. 1 chemise
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE*
- 269 Procès-verbal d'adjudication des travaux de construction d'un chemin agricole au lieu-dit " Vieux-Pré ". 1863-1864. 1 chemise
- 270 Détail estimatif pour l'entreprise des travaux neufs de voirie vicinale à exécuter en 1883. 1883. 1 cahier
- 271 Détails estimatifs et conditions pour l'entreprise de la fourniture, du concassage et de l'emploi de pierrailles nécessaires à l'entretien des chemins vicinaux. 1891-1923. 1 chemise

-
- 272 Extrait d'un plan d'ensemble dressé dans le cadre du projet d'amélioration de trois bouts de chemins agricoles. 1905. 1 pièce
- 273 Soumissions établies dans le cadre de travaux d'entretien du chemin de grande communication de Gorcy à Saint-Léger par Baranzy et Mussy-la-Ville. 1910. 1 chemise
- 274 " Tableau des cubes de terrassements " relatif au projet de construction d'un chemin de grande communication de Mussy-la-Ville à la gare du chemin de fer de Signeux-Baranzy. 1911. 1 cahier
- 275 Soumissions établies dans le cadre de travaux d'entretien des routes pour 1912. 1912. 1 chemise
- 276 Plan terrier du chemin reliant Mussy-la-Ville à Signeux. 25 octobre 1922. 1 pièce
- 277 Dossier relatif à la construction d'aqueducs et de filets d'eau. 1923-1933. 1 chemise
- 278 Dossier relatif aux travaux d'amélioration et d'élargissement d'une partie du chemin intérieur n° 12 dit " rue des Fossés ". 1924-1925. 1 cahier
- 279 Dossier relatif aux travaux de construction d'un chemin de grande communication de Mussy-la-Ville vers Baranzy. 1929-1931. 1 cahier
- 280 Dossier relatif aux travaux de construction d'un mur de soutènement le long du chemin de grande communication n° 4. 1936-1937. 1 chemise
- 281 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif au projet de construction d'une nouvelle route reliant Mussy-la-Ville à Saint-Léger. 1941. 1 pièce
- 282 Dossier relatif aux travaux de réparation des dommages de guerre occasionnés au chemin de grande communication n° 111. 1941-1942. 1 chemise

-
- 283 Dossier relatif à l'amélioration de la rue Late et la rue des Juifs.
1947-1951. 1 chemise
- 284 Dossier relatif à la réfection du chemin de grande communication
n° 111. 1967-1968. 1 chemise
- 285 Dossier relatif à la restauration des chemins agricoles n° 9, 12, 14
et 26. 1969-1973. 1 chemise
- 286 Dossier relatif à la remise en état de divers tronçons de la route n°
50 entre Athus et Ruelle. 1971-1976. 1 chemise
- 287 Dossier relatif à la réfection de plusieurs chemins vicinaux. 1973-
1979. 1 liasse
- 288 Dossier relatif à l'amélioration du chemin de grande
communication n° 4 entre la route de l'État n° 50 et le village de
Mussy-la-Ville. 1975. 1 liasse
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
- 289 Dossier relatif à l'amélioration du chemin ordinaire n° 3 avec
canalisation et voûtement du ruisseau de Marson. 1960-1968. 1 chemise
- 290 Dossier relatif au curage d'une section du ruisseau des Écrevisses.
1968-1969. 1 chemise
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
1. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
- 291 Dossier relatif à l'érection d'une cabine de transformation. 1922. 1 chemise
- 292 Dossier relatif aux travaux d'extension, de renforcement, de
bouclage et de modification du réseau basse tension. 1955-1976. 1 chemise
- 293 Lettre de l'Intercommunale de distribution d'énergie électrique

dans la province de Luxembourg (INTERLUX) et plans relatifs à l'installation d'un nouveau poste de transformation aérien au quartier " Vieille route de Baranzy ". 1975.

1 chemise

2. DISTRIBUTION D'EAU

294 - 295 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE DISTRIBUTION D'EAU. 1906-1909, 1936-1943.

294

1906-1909.

1 chemise

295

1936-1943.

1 chemise

Dossier relatif à l'amélioration de la canalisation alimentant la fontaine de " La Magine ". 1934-1936.

296

Dossier relatif à la pose de compteurs. 1956-1958.

1 chemise

297

Dossier relatif au raccordement au réseau de la distribution d'eau des immeubles sis la long du chemin de grande communication n° 4. 1962-1964.

1 chemise

298

Dossier relatif à l'extension de la distribution d'eau. 1971-1974.

1 chemise

3. ÉCLAIRAGE PUBLIC

299

Plan des réseaux d'éclairage public et privé. 1922.

1 pièce

300

Pièces relatives à l'ajout de foyers d'éclairage public. 1974-1977.

1 chemise

4. TÉLÉPHONE

301

Plan d'un câble souterrain de la ligne Bruxelles à Aubange placé par la Régie des télégraphes et des téléphones (RTT). 1933.

1 pièce

302

Plans de la ligne téléphonique de l'État établie sur le territoire de Saint-Léger et de Mussy-la-Ville. [1re moitié XXe siècle].

2 pièces

5. TRANSPORTS EN COMMUN

- 303 Dossier relatif à la construction d'une salle d'attente pour les ouvriers utilisant les autobus pour se rendre à leur travail. 1951-1952.
1 chemise
- 304 Dossier relatif à la construction de deux abribus aux arrêts " Lavoir " et " Place ". 1965-1966.
1 chemise
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE*
- 305 Circulaire de l'Administration centrale du département des Forêts relative au refus de bâtir provenant des communes, des agents municipaux et adjoints à des seigneurs. 23 mai 1796 (4 prairial an IV).
1 cahier

XII. ENSEIGNEMENT

A. FINANCES

306 Compte justificatif de l'emploi des fonds affectés au service ordinaire des écoles primaires, des écoles gardiennes et des écoles d'adultes. 1890.

1 cahier

307 Budget des besoins et des ressources du service ordinaire des écoles primaires, des écoles gardiennes et des écoles d'adultes. 1902.

1 cahier

B. OBLIGATION SCOLAIRE

308 Liste des élèves indigents fréquentant l'école communale durant l'année scolaire 1898-1899. 1899.

1 pièce

309 Liste d'inscription des enfants de l'école de filles pour l'année scolaire 1905-1906. 1905.

1 cahier

XIII. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 310 " Liste des bestiaux appartenant aux personnes incendiées à Mussy-la-Ville ". [ca 1864].
1 pièce
- 311 Bulletin individuel dressé dans le cadre du recensement général de l'agriculture en 1895.
1 pièce
- 312 Livre des moissons d'orge et d'escourgeon. 1915.
1 cahier
- 313 Passavants délivrés dans le cadre du transport de céréales et de farine. 1941.
2 pièces

B. ÉLEVAGE

Consulter le n° 48 du présent inventaire.

C. INDUSTRIE ET ARTISANAT

- 314 Cahier des inscriptions journalières des quantités de minerais à la minière de Mussy-la-Corvée. 1893-1907.
1 volume
- 315 315 - 321 ATTESTATIONS D'ACTIVITÉ DÉLIVRÉES. 1961-1970.
Coiffeur(se)s, 1962-1970.
1 chemise
- 316 Grossiste en viandes et chevillard, 1964.
1 pièce
- 317 Entrepreneur de peinture, 1963.
1 pièce
- 318 Entrepreneur en maçonnerie et béton, 1965.
1 pièce
- 319 Entrepreneur, menuisier et charpentier, 1964.
1 pièce
- 320 Entrepreneur, plafonneur et cimentier, 1961.
1 pièce

- 321 Négociant et détaillant en combustibles solides, 1966. 1 pièce

D. COMMERCE

Consulter les n° 316, 321 et 416.

E. CIRCULATION

- 322 Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal autorisant Claude Ridole à exploiter un service de taxis. 1963. 1 pièce

F. APPROVISIONNEMENT

- 323 Contrat relatif à la concession de l'établissement de lignes électriques à haute tension, à la fourniture de courant et à l'exploitation du service d'électricité par la Société d'électricité de la province de Luxembourg (SODÉLUX). 1922. 1 pièce
- 324 Tableau de recensement des appareils utilisant l'eau de distribution. [2de moitié XXe siècle]. 1 chemise

XIV. AFFAIRES SOCIALES

A. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

- 325 Livret d'ouvrier délivré au nom de Marie-Joséphine Brion. 1877.
1 cahier
- 326 Registre d'inscription des livrets d'ouvriers délivrés. 1883-1932.
1 volume
- 327 Fiches statistiques individuelles de travailleurs frontaliers. 1958-1964.
1 chemise

XV. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE
PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. GÉNÉRALITÉS

328 Enquête sur la bienfaisance. [XXe siècle]. 1 pièce et 1 cahier

2. PERSONNEL

329 Tableaux dressés dans le cadre du renouvellement par cinquième des membres du Bureau. 1877-1910. 1 chemise

330 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la nomination de membres du Bureau. 1885-1899. 1 chemise

331 État de renseignements sur la nomination d'un membre du Bureau faite par le Conseil communal le 9 décembre 1899. 1899. 1 pièce

3. PATRIMOINE

332 Inventaire des titres et papiers relatifs à la fondation des pauvres de la commune, faite par feu Claude Giliot par testament du 5 avril 1688, dressé par le maire et le receveur du Bureau de bienfaisance et copie collationnée dudit testament. 1806, 1861. 1 cahier

333 Expédition du procès-verbal de vente publique d'un corps de ferme appartenant au Bureau. 1889. 1 cahier

334 Pièces relatives à la vente d'un terrain appartenant au Bureau à Émile Duvigneaud. 1912-1913. 1 chemise

4. FINANCES

335 Cahier de comptes du Bureau. 1908-1909. 1 cahier

336 Registre des mandats relatif à l'octroi de secours mensuels. 1909. 1 cahier

337	337 - 340 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES ANNUELS. 1910-1911, 1914, 1915, 1918. 1910-1911.	1 chemise
338	1914.	1 chemise
339	1915.	1 chemise
340	1918.	1 chemise
341	Compte annuel. 1913.	1 pièce
342	342 - 343 BUDGETS ANNUELS. 1914, 1916. 1914.	1 pièce
343	1916.	1 pièce
5. EXÉCUTION DES TÂCHES		
344	344 - 345 DOSSIERS DE PERSONNES HOSPITALISÉES À CHARGE DE LA COMMUNE. 1848-1864. Bottin Prosper. 1850-1864.	1 chemise
345	Didier Jean-Joseph. 1848-1852.	1 chemise
346	Pièces relatives aux frais d'entretien d'indigents. 1853-1914.	1 chemise
347	Bulletin de renseignements relatif à Nicolas Milet, transféré à l'école de réforme de Ruiselede. 1869.	1 pièce

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. PERSONNEL

- 348 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la nomination des membres de la Commission d'assistance publique. 1965. 1 pièce

2. PATRIMOINE

- 349 Dossier relatif au projet d'échange de terrains entre Henri Sizaire et la Commission d'assistance publique. 1957. 1 chemise

- 350 Expédition conforme d'un arrêté de la Députation permanente relatif au changement du mode de jouissance d'un terrain abandonné pour la culture au lieu-dit " La Chuve ". 2 février 1961. 1 pièce

- 351 Dossier relatif à l'échange de parcelles sises aux lieux-dits " Dessous le haut ", " Joné " et " Chemin de Virton " entre la Commission d'assistance publique et Marcel Schrauwen. 1965. 1 chemise

3. FINANCES

- 352 352 - 364 *COMPTES ANNUELS. 1963-1975.* 1963. 1 cahier
- 353 1964. 1 cahier
- 354 1965. 1 cahier
- 355 1966. 1 cahier
- 356 1967. 1 cahier
- 357 1968. 1 cahier
- 358 1969. 1 cahier

		1 cahier
359	1970.	1 cahier
360	1971.	1 cahier
361	1972.	1 cahier
362	1973.	1 cahier
363	1974.	1 cahier
364	1975.	1 cahier
365	<i>365 - 376 BUDGETS ANNUELS. 1964-1970, 1972-1977.</i> 1964.	1 cahier
366	1965.	1 cahier
367	1966.	1 cahier
368	1967.	1 cahier
369	1968.	1 cahier
370	1969.	1 cahier
371	1970.	1 cahier
372	1972.	1 cahier
373	1973.	1 cahier

374	1974.	1 cahier
375	1975.	1 cahier
376	1977.	1 cahier
377	Grand-livre annuel des dépenses. 1973.	1 chemise

XVI. FABRIQUE D'ÉGLISE

A. PERSONNEL

378 Proclamation de l'Administration centrale du département des Forêts relative à la prestation de serment des ecclésiastiques. 4 novembre 1797 (14 brumaire an VI). 1 cahier

B. FINANCES

379 379 - 397 COMPTES ANNUELS. 1841-1854, 1963-1976. 1841. 1 cahier

380 1845. 1 cahier

381 1846. 1 cahier

382 1848. 1 cahier

383 1849. 1 cahier

384 1854. 1 cahier

385 1963. 1 cahier

386 1964. 1 cahier

387 1965. 1 cahier

388 1967. 1 cahier

389 1968. 1 cahier

390 1969. 1 cahier

391	1970.	1 cahier
392	1971.	1 cahier
393	1972.	1 cahier
394	1973.	1 cahier
395	1974.	1 cahier
396	1975.	1 cahier
397	1976.	1 cahier
398	398 - 414 BUDGETS ANNUELS. 1846-1854, 1964-1976. 1846.	1 pièce
399	1847.	1 pièce
400	1848.	1 pièce
401	1849.	1 pièce
402	1854.	1 pièce
403	1964.	1 cahier
404	1965.	1 cahier
405	1966.	1 cahier

406	1968.	1 cahier
407	1969.	1 cahier
408	1970.	1 cahier
409	1971.	1 cahier
410	1972.	1 cahier
411	1973.	1 cahier
412	1974.	1 cahier
413	1975.	1 cahier
414	1976.	1 cahier
415	Observations du Conseil communal sur les comptes et budgets de la Fabrique d'église. 1847-1850.	1 chemise

416

XVII.DOCUMENTS SANS RAPPORT APPARENT AVEC LE FONDS
Fragment de comptes et correspondance de Henry-Joseph Derisier,
cabaretier et débitant à Mussy-la-Ville. 1872-1873.

1 volume